

Version  
Abrégée

OPEN  
RESTITUTION  
AFRICA

# Repenser Les Inventaires *pour la* Restitution Menée par L'Afrique

Une analyse Open Restitution Africa  
pour les décideurs africains



Ce résumé est tiré d'un rapport détaillé  
disponible sur notre site Web.



[www.openrestitution.africa](http://www.openrestitution.africa)



## À PROPOS D'OPEN RESTITUTION AFRICA

**Open Restitution Africa** est un projet mené par l'Afrique qui vise à ouvrir l'accès à l'information sur la restitution de la culture matérielle africaine et des ancêtres humains, afin de permettre à toutes les parties prenantes concernées de prendre des décisions fondées sur les connaissances.

Le projet Open Restitution rassemble des données sur les processus de restitution actuels sur le continent africain, sert de portail d'études de cas et d'exemples de bonnes pratiques, et encourage un débat approfondi, fondé sur des données probantes, sur les complexités, les responsabilités et les impératifs éthiques de la restitution.

---

## ACKNOWLEDGEMENTS

Cette idée est développée par **Jinty Jackson** et tirée d'une étude menée par **Open Restitution Africa** pour le compte de l'**Observatoire culturel sud-africain** et du **Département national des sports, des arts et de la culture** en Afrique du Sud (2024).

-

Open Restitution Africa tient également à remercier les personnes suivantes pour leur temps et leurs contributions.

**Luness Mpunwa** (*National Art Gallery of Namibia*)

**Samora Cloete** (*>>Africa Accessioned<<*)

**Sebastian Sprute** (*Atlas of Absence*)

**Digital Benin**

**Juma Ondeng** (*Invisible Inventories Programme*)

**Yann LeGall** (*Restitution of Knowledge*)

**Rebecca Thompson** (*EDAN*)

**Cindy Zalm and Camiel de Kom** (*Colonial Collections Data Hub*)

**Andrea Baresel-Brand and Tessa Hamann** (*Lost Art Database*)





Ce rapport a répondu à un défi qui a émergé dans le domaine de la restitution: les gouvernements et les décideurs Africains envisagent de plus en plus de mettre en place des programmes d'inventaire nationaux complets qui tenant de cataloguer tous les objets culturels provenant de leur pays et de leurs emplacements actuels dans le monde entier.

Bien que les inventaires soient importants, nous soutenons que ces initiatives de catalogage à grande échelle, sont gourmandes en ressources et souvent non viable, compte tenu des contraintes auxquelles sont confrontés les gouvernements africains. Nous reconnaissons plutôt une réaffectation stratégique, des ressources gouvernementales limitées au soutien de projets de restitution communautaires déjà en cours ou en cours de démarrage - des initiatives qui nécessitent une attention immédiate et qui produisent déjà des résultats malgré les conditions difficiles.

Nos recommandations s'adressent aux décideurs africains qui évaluent les décisions d'allocations des ressources, en proposant une approche alternative qui privilégie le travail de restitution à la base plutôt que les projets de catalogage national exhaustif.<sup>1</sup>

Que vous fassiez partie d'un comité national, que vous travailliez dans un musée ou que vous élaboriez des politiques, cet aperçu, fondé sur un examen complet d'une douzaine de projets d'inventaire liés à l'Afrique, vous invite à réfléchir aux outils et aux choix qui servent les réalités africaines, et non les modèles étrangers.



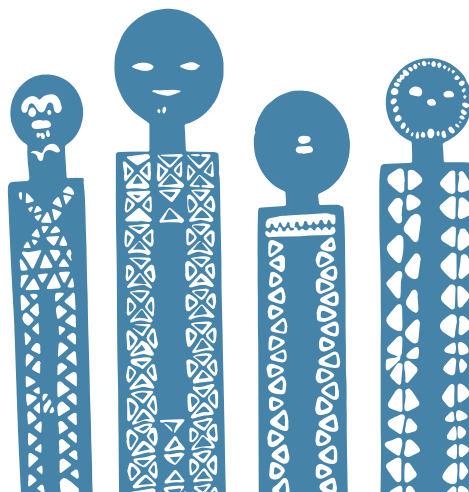
[www.openrestitution.africa](http://www.openrestitution.africa)

---

<sup>1</sup> Cet aperçu s'appuie sur l'analyse menée par l'ORA depuis 2015 sur six grands projets d'inventaire liés à l'Afrique, complétée par des entretiens et des études de cas. Parmi les projets examinés figurent : Africa Accessioned (Namibie), Edan (Ghana), Colonial Collections Data Hub (Pays-Bas), Digital Benin (Nigéria), Atlas of Absence (Cameroun) et le Programme international d'inventaires (Kenya).

## POINTS CLÉS

- Les inventaires sensibilisent mais ne conduisent pas nécessairement au retour des objets
- Les inventaires à grande échelle sont coûteux avec des retours limités. Concentrez-vous sur les actions qui mènent à la réparation, pas seulement à la collecte de données.
- La restitution devrait commencer par les priorités communautaires. Les inventaires locaux et fondés sur la demande sont plus éthiques et efficaces.
- L'accès public doit respecter les savoirs sacrés et les droits communautaires. La transparence doit autonomiser, non exposer.



# POURQUOI LES INVENTAIRES IMPORTENT — ET OÙ ILS ÉCHOUENT

Depuis le [rapport Savoy-Sarr](#) de 2017 et les retours très médiatisés comme les Bronzes du Bénin, les inventaires sont devenus un point de départ commun pour la restitution. Des initiatives comme l'Union africaine, la CEDEAO soutiennent les États africains pour identifier et récupérer les objets. Dans les contextes occidentaux, les inventaires sont souvent présentés comme des outils de transparence, de responsabilité et de bonne gouvernance du patrimoine. Certains **gouvernements africains explorent le développement d'inventaires nationaux** du patrimoine détenu à l'étranger comme point d'entrée aux futurs processus de restitution.

Plusieurs initiatives d'inventaire menées par l'Afrique ou liées à l'Afrique ont émergé, notamment [Digital Benin](#) qui a documenté les Bronzes du Bénin dans des institutions du monde entier, le [Projet Edan](#) qui s'est concentré sur le développement d'un inventaire numérique centré sur le Ghana du patrimoine pillé, et [l'Atlas de l'Absence](#) qui a cartographié les biens camerounais dans les musées allemands.

Bien qu'ambitieux et générateurs, ces projets révèlent un accès inégal aux données des musées et soulignent les défis techniques, éthiques et financiers des inventaires, mettant l'accent sur la nécessité d'une **utilisation stratégique des ressources** et d'une réflexion attentive.

## CE QUE LES INVENTAIRES PEUVENT ET NE PEUVENT PAS FAIRE

Les inventaires sont souvent vus comme un point de départ pour la restitution, mais leur **valeur et leurs limites** doivent être claires—surtout pour les décideurs africains travaillant avec des ressources limitées.

Les inventaires peuvent exposer l'ampleur des pertes, sensibiliser et accroître la pression sur les institutions détentrices pour qu'elles partagent l'information et retournent les objets. Ils peuvent aussi soutenir **l'éducation et la recherche**, bien que les bénéfices restent souvent concentrés dans le Nord global.

Les inventaires ne sont pas des outils neutres ou complets. Ils **ne peuvent pas capturer l'ampleur totale** de ce qui a été pris, ni remplacer le besoin de **politique claire, de volonté politique ou d'investissement à long terme** dans les processus de restitution. Ils transmettent rarement la **signification culturelle ou spirituelle** des biens ou restaurent leur **connexion vivante** aux communautés.



---

# QUATRE LEÇONS

Les preuves des projets récents à travers l'Afrique pointent vers **quatre défis principaux**. Ces problèmes ne sont pas simplement techniques ; ils soulèvent des questions stratégiques sur **où les gouvernements africains devraient concentrer leurs ressources limitées**.

## 1. Coûts élevés, impact modeste

Créer des inventaires du patrimoine africain à l'étranger est **très intensif en ressources**. Le **projet Digital Benin** a coûté **3,9 millions d'euros** pour documenter seulement **5 246 objets** d'un seul royaume. L'**Atlas de l'Absence** a identifié plus de **40 000 objets camerounais** dans les musées allemands, tandis que le **Programme international d'inventaires** du Kenya a recensé **32 000 biens** provenant seulement d'une portion d'institutions à travers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Pour la plupart des pays africains, **les inventaires à grande échelle sont financièrement irréalistes et stratégiquement discutables**, étant donné l'investissement à long terme que demande la restitution en réparation, engagement communautaire et préparation institutionnelle.

Sans résultats clairs, ces efforts risquent de **drainer les ressources**. Notre recherche n'a trouvé **aucun lien direct** entre la publication d'inventaires et le retour effectif d'objets patrimoniaux. Ils peuvent **susciter la discussion ou souligner les lacunes de recherche**—mais ils ne **déclenchent pas**, en eux-mêmes, **les retours**.



## 2. Les héritages coloniaux persistent

Les archives de musées de l'ère coloniale sont souvent **vagues, incohérentes et façonnées par des logiques racistes et extractives**. Des étiquettes comme “fétiche” ou “amulette” obscurcissaient le sens, tandis que la documentation omettait fréquemment les origines, les usages ou les noms des communautés. Les chercheurs derrière des projets comme l'**Atlas de l'Absence** et **Digital Benin** ont trouvé que ces archives manquent de la standardisation nécessaire pour des inventaires cohérents menés par l'Afrique. Même les objets bien documentés restent difficiles à interpréter sans aperçu communautaire, **risquant la reproduction numérique des distorsions coloniales**.

---

### 3. Accès restreint

L'accès aux collections reste un obstacle majeur : l'équipe de **l'Atlas de l'Absence** n'a atteint que 1% des musées publics allemands, tandis que le **Programme international d'inventaires** du Kenya n'a vu que 30 des 100 musées contactés partager leurs données—et seulement 22% des objets documentés ont été rendus publics. Peu d'institutions européennes, comme le **Hub de données des collections coloniales** des Pays-Bas, évoluent vers l'accès libre.

### 4. Priorités mal alignées

Les inventaires reflètent souvent **les priorités de recherche**, les compréhensions et les disciplines qui dominent les institutions qui les financent ou les hébergent—plutôt que les préoccupations des communautés, ni l'impératif de réparation spirituelle au centre de beaucoup de travaux de restitution. Beaucoup sont conçus pour l'usage académique européen, avec une implication locale limitée. Cela risque de répéter les schémas coloniaux d'étude et de classification du patrimoine africain à distance.

## APPROCHES ALTERNATIVES

Malgré l'accent sur les inventaires, **la plupart des efforts de restitution soutenus sont menés par les communautés d'origine**. Les membres de la diaspora rencontrent souvent les **biens par hasard** dans les musées occidentaux, comme dans le cas du [Tangue](#), sacré pour le Royaume Beke-Beke au Cameroun. La campagne de retour de [la statue Ngonso](#) a aussi commencé non pas avec un inventaire, mais grâce aux efforts **d'activistes de base et de membres de la diaspora** travaillant à restaurer les liens spirituels et à construire le soutien public.

### Que cela nous dit-il?

Les systèmes de gestion de l'information devraient **soutenir les mobilisations en cours** et connecter les efforts de base, étatiques et de la diaspora. Dans certains cas, des inventaires modestes menés par la communauté **liés à des demandes spécifiques** sont plus efficaces que de larges ensembles de données générales et vastes.

## À QUOI POURRAIT RESSEMBLER UN INVENTAIRE BASÉ SUR LA DEMANDE?

Un inventaire basé sur la demande commence par **les communautés identifiant ce qu'elles ont perdu**. Il déplace l'accent de la documentation menée par l'institution vers l'identification et la demande menées par la communauté—permettant aux propriétaires légitimes d'articuler leurs demandes en leurs propres termes.

- **Protocoles culturels et spirituels:** Certains objets sont sacrés ou tabous. Les communautés doivent définir l'accès—qui peut voir quoi, quand et comment—sans figer les traditions comme statiques.



- 
- **Accès numérique inégal:** Beaucoup de communautés manquent d'internet stable ou d'appareils. Les plateformes doivent fonctionner sur mobile, supporter l'utilisation à faible bande passante et être soutenues par une sensibilisation hors ligne.
  - **Durabilité:** Dans des contextes de faibles ressources, les systèmes devraient être peu coûteux, faciles à maintenir et enracinés dans les pratiques locales. Les modèles hybrides—mélangeant outils numériques avec archives papier ou communautaires—peuvent être plus efficaces.
  - **Les gens au centre:** Ces systèmes dépendent des gens. Les travailleurs culturels, les artistes et les académiques connectent les objets aux communautés, rendant les inventaires pertinents, utilisables et durables.

Bien qu'aucun **système de demandes mené par l'Afrique** pleinement développé n'existe encore, **des modèles utiles** peuvent être adaptés. Ceux-ci incluent:

[La Base de données allemande des œuvres perdues](#), financée par le gouvernement fédéral et gérée par la Fondation allemande pour l'art perdu, aide les victimes du pillage nazi à récupérer art et biens. Elle agit comme un **entremetteur**, reliant les réclamations connues aux détentions connues, et est guidée par les **Principes de Washington de 1998**—lignes directrices non contraignantes adoptées par 44 pays qui promeuvent la transparence, l'accès à la provenance et la restitution non-litigieuse. Crucialement, ils placent le **fardeau sur les institutions détentrices** pour rendre les archives visibles, plutôt que sur les victimes pour prouver seules leur perte.

Le [Projet Mukurtu CMS](#), développé avec les communautés indigènes aux États-Unis, est une **plateforme numérique open-source** qui permet aux communautés de gérer le patrimoine culturel selon leurs propres termes. Il soutient des **protocoles d'accès personnalisés**—permettant aux communautés de décider qui peut voir quoi, quand et comment—assurant le respect des connaissances sacrées et des sensibilités culturelles. Crucialement, il est **conçu pour évoluer** avec les besoins communautaires, plutôt que de figer les traditions sous des formes fixes.

Ensemble, ces exemples offrent **des leçons importantes** pour les contextes africains:

1. **Les inventaires n'ont pas besoin d'être complets**—ils devraient soutenir les efforts communautaires existants pour récupérer des objets spécifiques et significatifs.
2. **La volonté politique et le cadrage éthique sont essentiels.** Comme les Principes de Washington ont soutenu la Base de données des œuvres perdues, la restitution africaine a besoin d'engagements clairs à la transparence et à la responsabilité des institutions détentrices.
3. **L'accès doit être aux conditions des propriétaires légitimes.** L'accès numérique, la gestion des droits et les limites de ressources soulèvent des questions complexes—surtout autour des connaissances sacrées, taboues ou détenues par la communauté.

---

## CONCLUSION

Les inventaires ne sont pas une solution miracle. Ils ne sont qu'un outil dans un processus de restitution plus large, intensif en ressources, qui demande un investissement à long terme, un engagement communautaire et une préparation institutionnelle. Pour beaucoup de pays africains, les inventaires à grande échelle sont **financièrement irréalistes et stratégiquement discutables**. Les inventaires **devraient être poursuivis sélectivement**—ancrés dans les institutions nationales, liés à la programmation publique et concentrés sur la reconnexion des communautés avec leur patrimoine. Mais la visibilité seule n'est pas justice. La documentation sans action risque d'approfondir la déconnexion.

La restitution ne concerne pas seulement le retour—il s'agit de réparation. Les gouvernements africains doivent choisir où **investir pour le renouveau culturel à long terme et la cohésion sociale**. Le fardeau ne peut pas reposer uniquement sur les États africains. **Les institutions occidentales doivent prendre leurs responsabilités** : publier et partager les archives, démystifier les archives opaques et soutenir la réparation de ce qui a été brisé.





# **Repenser Les Inventaires *pour la* Restitution Menée par L'Afrique**

---

## **Crédits:**

Aperçu par: Open Restitution Africa

Auteure: Jinty Jackson

Traduction: Koehun Aziz-Kamara

Conception et illustration: Karugu Maina

## **Équipe Open Restitution Africa:**

Chao Tayiana Maina, Molemo Moiloa, Phumzile Twala,  
Syokau Mutonga, Karen Ijumba, Koehun Aziz-Kamara

Version  
Abrégée

< OPEN  
RESTITUTION >  
AFRICA

[www.openrestitution.africa](http://www.openrestitution.africa)